



**HAL**  
open science

## Culture politique et pouvoirs locaux en Bretagne (1935-1953)

Jacqueline Sainclivier

► **To cite this version:**

Jacqueline Sainclivier. Culture politique et pouvoirs locaux en Bretagne (1935-1953). Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest : Anjou, Maine, Touraine, 1996, 103 (3), pp.11-30. halshs-00080686

**HAL Id: halshs-00080686**

**<https://shs.hal.science/halshs-00080686>**

Submitted on 20 Jun 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Culture politique et pouvoirs locaux en Bretagne (1935-1953)

Allant de la III<sup>e</sup> République à la IV<sup>e</sup> République, la période étudiée englobe aussi bien le Front populaire, le retour de la droite, la défaite et l'Occupation associée au régime de Vichy que la Libération et le rythme de croisière de la IV<sup>e</sup> République. La population, la région subissent une série de chocs qui ne peuvent qu'avoir des répercussions sur les pouvoirs locaux, pouvant entraîner des ruptures importantes ; de plus, ces pouvoirs locaux (principalement les municipalités et les conseils généraux) voient leur statut changer entre 1940 et 1944 ce qui est d'autant plus important qu'ils sont les plus proches de la population. Lors de leurs élections, des considérations politiques sont certes en jeu, mais au-delà ils reflètent le poids de la conjoncture locale, du passé, mais plus encore la culture politique de la population ce qui détermine implicitement ses choix électoraux.

Ces vingt années conduisent à s'interroger sur les phénomènes de continuité et de rupture par rapport à la Seconde Guerre mondiale. Mais, en même temps, ceux-ci s'éclairent à la lumière des réseaux<sup>1</sup> et à celle des deux héritages qui s'entremêlent et ne sont pas forcément antinomiques : la laïcité et le catholicisme. Pour tenter de mesurer l'impact de la guerre sur les pouvoirs locaux, comme accélérateur ou comme parenthèse de l'évolution des pouvoirs locaux, les élections sont évidemment un bon indicateur mais en confrontant la ou les cultures politiques à la conjoncture nationale.

### **Le poids de la (ou des) cultures politiques**

Le poids du passé et la culture politique qu'il engendre<sup>2</sup>n'est pas particulier à la France de l'Ouest ; depuis longtemps, les historiens ont souligné la pérennité des votes aux législatives françaises depuis 1849, déterminant une France de gauche et une France de droite à laquelle appartient la Bretagne, même si dans le détail il importe d'être plus nuancé. Pour la France de l'Ouest, André Siegfried dans son *Tableau politique de la France de l'Ouest*<sup>3</sup> a mis en évidence les particularités politiques des multiples petites régions. Publié en 1913, cet ouvrage non seulement fait un constat sur une domination globale de la droite, mais il cherche à en expliquer les causes par la structure foncière et il insiste également sur le caractère pérenne de ces choix depuis la Révolution française. D'autres plus récemment comme Paul Bois dans *Les Paysans de l'Ouest*<sup>4</sup> ont tenté pour la Sarthe d'expliquer la situation politique de ce département sous la IV<sup>e</sup> République en remontant jusqu'à la Révolution française tant sur le plan politique qu'économique. Pour ma part, conduite à rechercher ce qu'il en est en Ille-et-Vilaine, afin de tenter d'expliquer aussi bien l'implantation de la Résistance que l'évolution politique à travers les différentes élections jusqu'en 1958<sup>5</sup>, j'ai pu constater une pérennité des attitudes, proches des « tempéraments » de Siegfried qui sont sans doute le

---

<sup>1</sup> Etudiés par Christian Bougeard dans ce même numéro.

<sup>2</sup>BERSTEIN, Serge, « L'historien et la culture politique », *Vingtième siècle*, juillet 1992, p.67-77 et sous la direction de Jean-François SIRINELLI, *Histoire des droites*, tome 2 : *Cultures*, Gallimard, 1992, p.I-XI.

<sup>3</sup>SIEGFRIED, André, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République*, 1<sup>ère</sup> édition en 1913, rééd. Genève, Slatkine Reprints, 1980, 535p.

<sup>4</sup>Flammarion, (coll. Sciences »), 1971, 384p.

<sup>5</sup>cf. ma thèse de 3<sup>ème</sup> cycle, *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, Rennes, PUR, 1993 et ma thèse d'État, *Permanences et ruptures en Ille-et-Vilaine : aspects politiques et sociaux, 1918-1958*, Rennes 2, 1990 à paraître aux PUR en mars 1996.

fondement de la culture politique des électeurs, mais ils ne suffisent pas à expliquer la constance et l'implantation de l'ensemble des votes, ni les transformations de ceux-ci car cette référence aux tempéraments ne prend pas en compte les évolutions récentes contrairement au concept de culture politique. Des études concernant aussi bien le Morbihan que les Côtes-du-Nord<sup>6</sup> montrent que ces « tempéraments » se pérennisent certes jusqu'au début des années trente, mais qu'ensuite s'amorcent partout des transformations plus ou moins spectaculaires. Aussi, dans les années trente et les décennies suivantes, s'il persiste incontestablement des comportements, des choix politiques liés à la période révolutionnaire, c'est loin d'être systématique. À côté de véritables « régions-fossiles », d'autres sous l'influence d'événements récents d'ordre économique ou politique ont évolué au point que leurs systèmes de représentations ont alors été ébranlés modifiant leur culture politique. C'est le cas des villes, voire de bourgades ayant vu se développer une industrie moderne issue des révolutions industrielles du XIX<sup>e</sup> siècle comme à Fougères, Nantes, Saint-Nazaire ; le passage du chemin de fer a également été décisif dans le développement des côtes bretonnes et *a contrario* dans la sclérose du centre de la Bretagne. Ces transformations économiques ont eu des conséquences politiques. C'est pourquoi, si la référence à cet événement-matrice qu'est la Révolution française est indispensable, elle n'est pas la seule à intervenir dans les choix politiques des électeurs.

En fait, la référence au passé lointain, mais aussi récent permet de comprendre quels éléments construisent les représentations collectives d'une population, comment s'édifie sa (ou ses) culture(s) politique(s), concept qui permet de tenir compte des facteurs d'évolution, en intégrant tel ou tel élément. Cette culture politique est elle-même intériorisée par les individus. Figée et capable d'évolution, la culture politique d'une population en un lieu et à un moment donné fait appel à une riche palette de références historiques, à un vocabulaire propre, à une sociabilité particulière avec la constitution d'une sorte de code et d'un ensemble de référents. Ceux-ci sont transmis par la mémoire familiale, collective, par l'école, instrumentalisant l'histoire. Les dates-clés, les grands hommes, les textes-clés constituent des repères normés et présentent une vision idéalisée. Dans le cas d'une région, cette culture politique est un mélange assez inextricable de références nationales et locales ; ces dernières

---

<sup>6</sup>Cf. la thèse d'État de Christian BOUGEARD, *Le choc de la guerre dans un département breton : les Côtes-du-Nord des années 1920 aux années 1950*, Rennes 2, 1986, 5 vol. 2077p. ainsi que les mémoires de maîtrise soutenus à l'université de Rennes 2 par COETMEUR (Gilles), *Les notables dans l'arrondissement de Lannion dans les années 30*, 1993, 82p. + annexes, CORNEC (Mariannick), *Les édiles rennais de 1919 à 1939. Approche sociale et politique*, 1994, 115p., DELAUNAY (Aude), *Comparaison du personnel politique dans l'arrondissement de Fougères avant et après la Seconde Guerre mondiale*, 1993, 101p. + annexe 74p., DUCLOS (Solenn), *Évolution politique de l'arrondissement de Guingamp (1925-1939)*, 1995, 130p., HEURTAULT (Catherine), *Le canton de Jugon d'une guerre à l'autre (1919-1939) : son évolution démographique et socio-professionnelle*, 1990, 142p., LE CORRE (Pascale), *Le Parti communiste en Loire-Inférieure pendant l'entre-deux-guerres*, 1993, 97p., LEFEUVRE (Philippe), *Les élus de l'arrondissement de Vitré pendant l'entre-deux-guerres*, 1995, 129p., LE MOUËL (Marylise), *La vie politique à Hennebont de 1919 à 1939 (et étude de l'année 1945)*, 1993, 116p., MORIN (Bertrand), *Les notables dans l'arrondissement de Saint-Malo pendant l'entre-deux-guerres*, 1995, 117p. + LIIIp., PÉRU (Corinne), *Les élus de l'arrondissement de Dinan pendant l'entre-deux-guerres*, 1995, 108p., PHILIPPOT (Jean-Pierre), *Étude sur les députés du Morbihan pendant la période de "l'entre-deux-guerres"*, 1988, SUEUR (Gwénola), *Les notables dans l'arrondissement de Guingamp dans les années 30 (1929-39)*, 1994, 133p. + annexes 143p.

renvoient à des faits, à des personnalités locales et élaborent ainsi une culture politique spécifique.

Pour l'électeur, les références sont à la fois celles des grands courants politiques, mais aussi celles de sa région, de son milieu socio-culturel. Dans son article, Serge Berstein a bien montré qu'il existe une culture politique dominante, véritable dénominateur commun à une nation, mais qu'en fait il existe des cultures politiques plurielles. Pour l'Ouest, cette notion de culture politique plurielle est particulièrement appropriée. En effet, si l'on prend dans son ensemble la culture politique de l'Ouest pendant l'entre-deux-guerres, c'est bien à des cultures politiques plurielles que l'on a affaire ; il existe deux cultures politiques dominantes, pouvant conduire à l'affrontement entre elles, mais il en existe d'autres minoritaires qui s'emboîtent plus ou moins avec les précédentes. En effet, deux cultures sont fortement présentes dans l'Ouest avec des ancrages sociologiques et géographiques spécifiques : les Bleus, laïques et républicains, et les Blancs, conservateurs et catholiques. Ces deux grandes tendances sont en fait diversifiées et ont subi des infléchissements. En 1935, le courant républicain et laïque est toujours dominé par les radicaux-socialistes, mais il est fortement concurrencé par les socialistes et les communistes qu'il n'intègre que partiellement. Quant au courant conservateur, le royalisme y devient très minoritaire, la contestation de la République – désormais acceptée – n'est plus que marginale ; dans ce courant, le catholicisme reste la grande référence, mais il n'est plus aussi homogène y compris dans sa traduction politique.

Géographiquement, cela se traduit par le fait que la culture républicaine, héritière de la Révolution française, est plus le fait des villes que des campagnes, mais certaines d'entre elles comme le pays bigouden, la région des monts d'Arrée, les côtes en général sont des fiefs républicains. Cette même culture républicaine est plus le fait des fonctionnaires, tels les instituteurs (les hussards noirs de la République), de certaines professions libérales, tels les médecins. Quant à la culture de droite, elle est géographiquement et numériquement dominante puisqu'elle concerne la quasi totalité du monde rural et une bonne partie des petites villes. Sociologiquement, elle domine dans le monde des propriétaires terriens, des agriculteurs et une certaine bourgeoisie traditionnelle. Cependant, les années trente ont vu se diversifier ces deux cultures qui s'affrontent en priorité par le biais de l'école, un des principaux lieux de formation de la culture politique, en particulier pour la culture républicaine.

Au-delà de ces deux grands courants politiques qui se subdivisent, divers événements récents, parfois incarnés par des hommes ont pu infléchir ces données, sans compter le poids culturel local. Dans le cas de la Bretagne, l'héritage historique y est partiellement original, de même l'héritage culturel et linguistique surtout en Bretagne occidentale. Certes, les autonomistes ont peu d'audience, mais le renouveau d'un certain régionalisme culturel entretient une originalité par rapport à l'ensemble de la France. Bien après la Révolution française, plusieurs événements ont pu renforcer ou au contraire transformer (altérer?) la culture politique des uns et des autres : la séparation de l'Église et de l'État, la laïcisation de l'école, la guerre 14-18, la révolution bolchevique et la fondation du PCF, l'émergence d'un courant démocrate-chrétien, la création des mouvements d'Action catholique spécialisée, etc., mais lesquels pèsent le plus dans les représentations collectives et dans l'évolution de la culture politique des électeurs? Et à partir de 1945, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale est-il plus prégnant, crée-t-il des références indépendantes et contribuant à une nouvelle culture politique ou bien vient-il renforcer, infléchir celles qui existent?

Pour les pouvoirs locaux de 1935 à 1953 en Bretagne, cela amène à reconsidérer les notions de continuité et de rupture. Celles-ci ne peuvent se comprendre que par référence aux mutations de la culture politique de chaque électeur ; la longévité des notables, leur légitimité s'enracinent dans ces cultures politiques. Si le court terme interfère et bouscule

l'ordonnement traditionnel, il n'est pas sûr qu'il le fasse durablement et que sur le long terme, ce ne soit le fonds culturel qui l'emporte mais en intégrant de nouvelles variables. Autrement dit, si la base sociale reste un élément important de compréhension, la notion de culture politique comme facteur d'explication est importante car elle a sa propre autonomie par rapport à la base sociale<sup>7</sup>.

### **De l'avant-guerre à l'après-guerre (1935-1945)<sup>8</sup>**

Les dix années qui séparent ces deux élections municipales, sont marquées par le Front populaire, les répercussions de la guerre civile espagnole, la défaite, l'Occupation et la Résistance, puis la Libération. Ces événements provoquent des ruptures nettes dans la vie de la population, quels que soient les choix de chacun, mais il importe de faire le départ entre ce qui relève du court terme et ce qui relève du long terme. Les élections municipales, élections locales s'il en est, enracinées dans le quotidien de la population, sont très révélatrices du poids de la culture politique mais aussi des mouvements d'humeur de la population.

A-Des élections, reflets du long terme...

En 1935, les élections municipales interviennent dans un contexte international difficile où l'Allemagne redevient menaçante et alors qu'en France la gauche se rassemble même si le Rassemblement Populaire ne naît qu'en juillet 1935. Sociologiquement, ces élections ne marquent pas de grand changement. Dans les communes rurales, les maires sont soit des agriculteurs, soit le noble, le notaire, voire le médecin ou le négociant. Autrement dit, la composition socio-professionnelle des élus locaux dans ce type de commune reflète à la fois la hiérarchie sociale classique et la structure sociale de ces communes. Dans les villes comme Rennes, Lorient, Vannes, etc., le schéma est toujours plus complexe mais en un sens reflète la structure socio-professionnelle de la ville avec une sous-représentation des catégories populaires. En 1935, au conseil municipal de Rennes<sup>9</sup>, les professions libérales, les cadres supérieurs, les négociants représentent 36% du conseil municipal, les classes moyennes en constituent la moitié, mais les employés et les cheminots moins de 14%. Cette dernière catégorie est en recul par rapport à 1929 ce qui est dû à un vote plus défavorable aux listes de gauche (14 conseillers municipaux sur 36 sont effectivement de gauche). La faiblesse de la représentation des classes populaires s'explique en partie pour des raisons économiques et pour des raisons culturelles. Les salariés des milieux populaires peuvent plus difficilement donner de leur temps sauf s'ils appartiennent à des secteurs protégés comme la Compagnie des chemins de fer de l'État<sup>10</sup>. La faible présence des catégories populaires dans les municipalités citadines est due aussi au handicap culturel lié à leur faible niveau d'instruction ce qui les gêne pour travailler les dossiers ; seuls se portent candidats ceux qui dans le cadre d'activités syndicales ou politiques ont acquis les méthodes de travail nécessaires écrites et orales.

Sur le plan politique, les étiquettes des municipalités élues ne sont pas toujours d'une grande clarté. En effet, si dans les villes les candidats ont des dénominations correspondant à celles des élections législatives, il n'en est pas de même dans les communes rurales où l'absence d'étiquettes politiques est fréquente, les candidats étant généralement connus de

---

<sup>7</sup>PERRINEAU (Pascal), « Les Français et l'élection présidentielle », *Le Monde*, 19-20 février 1995.

<sup>8</sup>Je m'appuierai principalement mais non exclusivement sur des exemples pris en Ille-et-Vilaine (ADIV - 3 M 433 à 436).

<sup>9</sup> Cf. CORNEC (Mariannick), *op. cit.*, p.21-22 et p.79-80.

<sup>10</sup>Comme Eugène Quessot, conseiller socialiste à Rennes.

leurs électeurs. Quand elles existent, seules les professions de foi (et encore!) permettent de situer politiquement les candidats à droite ou à gauche selon qu'ils sont favorables ou non à la liberté de l'enseignement. Le rapport à l'Église, à la laïcité est déterminant ; c'est lui qui classe à gauche ou à droite les municipalités<sup>11</sup>. Il est en effet rarement possible de donner plus de précisions. La carte des élections municipales de 1935 en Ille-et-Vilaine distingue la droite et la gauche qui est plutôt ici une gauche modérée, parfois radical-socialiste, plus souvent radical-indépendant et exceptionnellement avec quelques élus socialistes comme à Fougères, Rennes et Saint-Malo (de un à trois conseillers municipaux)<sup>12</sup>, mais aucun communiste n'est élu. Cette carte fait apparaître les bastions traditionnels de la droite, à l'Est à la frontière avec la Mayenne ainsi qu'au Sud, bastions qui se prolongent vers la Mayenne et la Loire-Inférieure<sup>13</sup> ; en revanche, on distingue bien la « dorsale républicaine » allant du nord du département au sud-est<sup>14</sup>. Les villes en 1935<sup>15</sup> sont majoritairement à gauche sauf Redon et Vitré qui, en fait, s'alignent sur leurs campagnes ; toutefois à Redon, la droite ne l'emporte que d'une voix. Mais, même dans les villes à majorité de gauche (modérée), 1935 marque un léger glissement vers le centre-droit par rapport aux élections municipales précédentes. Dans l'ensemble du département, la modération reste de rigueur. Dans le reste de la Bretagne, la situation n'est pas tout à fait la même. En effet, des zones rurales sont radicales, socialistes et le PCF y pénètre également comme dans les Monts d'Arrée. Le Finistère comme les Côtes-du-Nord ont des conseillers municipaux socialistes (une quarantaine dans le Finistère). Enfin, plusieurs villes ont des maires radicaux-socialistes comme Brest, Dinan ou Vannes, mais aussi des maires socialistes comme à Nantes ou Saint-Nazaire.

Dans tous les départements bretons comme en Ille-et-Vilaine, on retrouve les clivages permanents qui correspondent à des références culturelles, dépassant les clivages sociaux : le sud du Finistère s'opposant au nord, l'ouest des Côtes-du-Nord et du Morbihan à l'est, et dans tous les cas, les villes s'avèrent plus à gauche (ou moins à droite) que leurs campagnes. Cette répartition géographique se retrouve dans les décennies antérieures et particulièrement depuis 1871 la constance est grande. Or, parmi les éléments qui expliquent cette constance interviennent certes le souvenir de la Révolution française, mais celui-ci ne serait pas suffisamment prégnant en soi, s'il n'avait pas été constamment ravivé, entretenu soit par des événements politiques nationaux ou locaux, soit par des institutions, des réseaux qui, de fait, entretiennent cette permanence et maintiennent un fonds culturel constant, plus ou moins modernisé. Ces réseaux s'appuient sur l'Église avec ses réseaux d'associations charitables, l'Action catholique générale, les patronages, puis l'Action catholique spécialisée et bien entendu ses écoles. De même, les républicains créent leurs propres réseaux, plus fragiles à leurs débuts, mais qui s'appuient sur les écoles, les ligues et associations républicaines ainsi que sur les comités républicains et les partis qui se réclament de la République. C'est dans le

---

<sup>11</sup> La gauche est alors bien souvent un centre-gauche modéré.

<sup>12</sup> Trois à Fougères sur 27 conseillers municipaux ; deux à Saint-Malo sur 27 conseillers municipaux et un à Rennes sur 36 conseillers municipaux.

<sup>13</sup> Pour la Mayenne, cf. dans ce numéro, les articles M. Dlouisky et de R. Foucault.

<sup>14</sup> cf. DUPUY, Roger, *De la révolution à la chouannerie : paysans en Bretagne, 1788-1794*, Flammarion, 1988, p.196. Cette « dorsale républicaine » s'est mise en place sous la Révolution française et est plus ou moins stable depuis cette époque. Elle indique le substrat de la culture politique de cette région.

<sup>15</sup> Dinard (7 721 hab.), Fougères (20 432 hab.), Paramé (6 589 hab.), Redon (6 565 hab.), Rennes (98 538 hab.), Saint-Malo (13 836 hab.) et Vitré (8 506 hab.).

cadre de ces deux grands ensembles que peu à peu, des références à des valeurs communes contribuent à l'élaboration d'une culture politique qui forme le substrat référent sur lequel s'appuie l'électeur de 1935. La culture républicaine s'est élaborée progressivement, beaucoup plus liée au monde urbain et se voulant moderne, adaptée aux mutations économiques et libéral au sens économique et surtout au sens politique et culturel par opposition à la culture de droite « conservatrice ». En 1935, ces deux cultures sont intériorisées par l'électeur et restituées lors du vote par - delà les divergences sociologiques.

B... à des élections, reflets des turbulences du court terme

En 1945 et lors des élections municipales suivantes, les conséquences de la guerre sont présentes, mais à des degrés divers. En 1945, la Seconde Guerre mondiale n'est pas un souvenir, elle est encore bien présente sur le territoire breton avec la poursuite de la guerre dans les poches de Lorient et de Saint-Nazaire jusqu'en mai 1945 ; cet état de guerre fait que dans ces régions les élections municipales ne s'y déroulent qu'en juillet. Ailleurs, elles se déroulent fin avril - début mai 1945. Or, alors que la guerre n'est pas encore achevée, mais que la Libération remonte à plusieurs mois, la guerre est déjà un enjeu de mémoire et l'attitude des candidats pendant l'Occupation est un élément décisif dans le vote des électeurs et des électrices.

Pour ces premières élections au suffrage universel direct depuis près de dix ans, les autorités de l'État ont deux soucis majeurs : le vote des femmes et que les listes présentées soient vierges de tout candidat suspect. Concernant le vote des femmes, les inquiétudes portent à la fois sur leur taux d'inscription sur les listes électorales, sur leur taux de participation et, plus encore, sur leur choix d'électrices. Or, elles sont majoritaires dans le corps électoral ; c'est pourquoi, les autorités craignent un vote conservateur dans une région où les femmes ont une très forte pratique religieuse. Un vote conservateur pourrait être interprété comme une revanche *a posteriori* de la propagande de Vichy. Le second souci majeur des autorités concerne les candidats. Dans l'ensemble, leur souhait est exaucé ; il n'y eut pas de collaborationnistes sur les listes et, dans les villes, la présence de candidats connus comme vichyssois est exceptionnelle ; en revanche, dans les communes rurales, ces cas ont pu être plus fréquents, encore que l'appellation vichyssois dans les sources officielles puisse parfois être sujette à caution. D'autre part, dans cette atmosphère de fin de guerre, toutes les listes se réclament de la politique gouvernementale avec des sensibilités variées cependant. On n'aboutit pas à des listes d'union à de rares exceptions près. Ces listes d'union nécessitent l'accord du PCF et de ses organisations, de la SFIO, du MRP, des divers mouvements de résistance, des syndicats. Or, la seule force politique qui pousse fortement à la constitution de listes d'union, est le PCF. Il espère bien ainsi parce qu'il est le parti le mieux organisé et parce qu'il dispose de multiples organisations parallèles (FN, UFF, FUJP, etc.), pouvoir multiplier le nombre de ses représentants directs ou indirects. Par crainte d'un noyautage, les mouvements de résistance et les autres partis politiques refusent de constituer des listes d'union dans le Finistère ou l'Ille-et-Vilaine<sup>16</sup>. Les rares listes d'union sont le fait de petites communes rurales et également d'une ville comme Saint-Brieuc. En effet, dans cette ville est constituée une liste d'Union de la Résistance dirigée par un ancien chef de l'AS, Royer, industriel et comprenant onze représentants des mouvements de Résistance (FN, Libé-Nord, MLN, UFF), onze pour les partis politiques (PCF, SFIO, MRP) et trois pour les syndicats.

---

<sup>16</sup> ADIV - 43 W 139 : rapport des RG de Brest du 26 mai 1945 et 43 W 167 : rapport du préfet d'Ille-et-Vilaine du 3 mai 1945.

Cette liste se présente contre une liste de droite et la liste d'union l'emporte avec 73,5% des suffrages exprimés au premier tour<sup>17</sup>.

Le premier enseignement de ce scrutin est l'échec de la transformation des mouvements de résistance en partis politiques ; cet échec est relatif puisque nombre de listes présentent des candidats résistants mais sur des listes de partis politiques. Ces élections montrent que les mouvements de résistance n'ont une existence que limitée dans le temps et n'ont pas d'avenir comme force politique organisée. Le second enseignement est que dans l'ensemble, les résultats des élections municipales d'avril - mai 1945 marquent un glissement à gauche dans toute la région par rapport aux élections précédentes de 1935. Tous les départements sont concernés mais à des degrés divers. Partout, le PCF et la SFIO gagnent des sièges de façon parfois spectaculaire<sup>18</sup>. L'exemple le plus significatif est le Morbihan où le PCF qui n'avait aucun élu en 1935 en obtient 63 en 1945 et la SFIO passe de 6 à 101 et ceci alors que la région de Lorient, encore occupée, ne votait pas<sup>19</sup>. Dans les Côtes-du-Nord, le PCF s'assure plus de 9% des sièges et passe de 17 à 464 conseillers municipaux, tandis que la SFIO a une croissance moindre avec une progression de plus de 8% (de 79 à 420 sièges)<sup>20</sup>. Sans surprise, le Finistère connaît aussi une poussée du PCF, principalement dans le sud alors que la SFIO triple le nombre de ses élus dans l'arrondissement de Morlaix<sup>21</sup>. La Loire-Inférieure amputée de la poche de Saint-Nazaire, la plus à gauche, ne se distingue pas et le PCF entre à la municipalité de Nantes. Si l'Ille-et-Vilaine ne reste pas à l'écart de cette poussée générale à gauche, elle le fait plus modérément ; certes, le PCF qui n'avait aucun élu, en a désormais 25 et la SFIO dans le seul arrondissement de Fougères quadruple son nombre de sièges (de 5 à 23). Mais le plus original est la forte présence du MRP qui vient tout juste d'apparaître dans le paysage politique ; il obtient 170 sièges environ ce qui est d'autant plus remarquable que l'Ille-et-Vilaine est le seul département breton où il en obtient, puisque dans le Finistère il est encore concurrencé par le PDP.

À travers l'exemple de l'Ille-et-Vilaine, on peut toutefois mieux mesurer le poids des dénominations traditionnelles et de la culture politique locale.

« Les forces politiques en Ille-et-Vilaine aux municipales de 1945 par arrondissement »<sup>22</sup>

	Rennes		Saint-Malo		Fougères		Redon	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
PCF	7	0,34	18	1,98	-	-	-	-
SFIO	22	1,09	21	2,31	23	3,54	-	-
soc. ind.	17	0,84	6	0,68	-	-	-	-
rép. soc.	14	0,69	66	7,26	2	0,30	1	1,56

<sup>17</sup> BOUGEARD (Christian), « Saint-Brieuc d'une guerre à l'autre (1914-1945) », dans *Histoire de Saint-Brieuc et du pays briochin*, Toulouse, Privat, p.240.

<sup>18</sup> Les gains de la mouvance communiste sont encore plus importants si on comptabilise les organisations qui lui sont liées.

<sup>19</sup> ADIV - 43 W 139 : rapport des RG de Vannes, 29 mai 1945.

<sup>20</sup> cf. BOUGEARD, Christian, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord, 1939-1945*, éd. J.-P. Gisserot, 1995, p.148.

<sup>21</sup> ADIV - 43 W 139 : rapport des RG de Brest, 26 mai 1945.

<sup>22</sup> ADIV - 55 W 1 à 20. Les chiffres donnés par ce tableau sont incomplets en particulier pour l'arrondissement de Redon (l'un des plus conservateurs), mais ils permettent une vue d'ensemble.

	Rennes		Saint-Malo		Fougères		Redon	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
rad.-soc.	81	4,02	95	10,45	25	3,85	3	4,68
rad.-ind.	36	1,78	151	16,61	51	7,87	8	12,50
MRP	70	3,47	91	10,01	16	1,68	-	-
All.Dém	22	1,09	11	1,21	1	1,15	1	1,56
Rép.de g	812	40,35	82	9,02	123	18,98	13	20,31
URD	723	35,93	104	11,44	295	45,92	21	32,81
conserv.	45	2,23	192	21,12	11	1,69	7	10,93
indépend	104	5,16	1	0,11	87	13,42	-	-
FN	42	2,08	61	6,71	12	1,85	8	12,5
MLN	5	0,24	2	0,22	2	0,30	1	1,56
Libé-N	5	0,24	3	0,33	-	-	-	-
CDLR	1	0,04	1	0,11	-	-	-	-
CGT	5	0,24	1	0,11	-	-	-	-
CFTC	-	-	3	0,33	-	-	-	-
OCM	1	0,04	-	-	-	-	-	-
Total	2 012	100	909	100	648	100	64	100

Les dénominations relevées sont révélatrices d'une période de transition puisqu'on peut relever aussi bien des dénominations dues à l'héritage direct de la guerre (tous les noms des mouvements de résistance) que les dénominations traditionnelles directement héritées des élections locales antérieures à la guerre telles l'URD, l'Alliance démocratique ou conservateurs, etc. Ces dénominations sont certes généralement dues aux autorités administratives, mais elles correspondent bien souvent à celles que s'attribuent les candidats eux-mêmes pour peu qu'ils l'aient déjà été avant la guerre. Elles reflètent aussi l'extrême faiblesse de la représentation des mouvements de résistance. Les résultats du premier tour montrent une assez grande stabilité par rapport à l'avant-guerre dans les communes rurales. Dans celles-ci, la même tendance l'emporte, voire les mêmes hommes lorsqu'ils se représentent. Dans les chefs-lieux de canton et *a fortiori* dans les villes, le changement est plus manifeste, même s'il n'est pas total selon les villes. Parfois les anciens notables sont élus comme à Vitré, plus souvent la liste d'union de la Résistance ou antifasciste est élue, comprenant ou non des communistes selon les sensibilités locales. À Rennes, à Fougères, ce sont ces listes qui sont élues mais les candidats communistes sont toujours mis en ballottage ; fondamentalement, cela ne signifie pas de profonds bouleversements par rapport à l'avant-guerre. Les résultats du second tour confirment cette tendance. Si le glissement à gauche est réel, la droite sous des étiquettes diverses conserve ses positions. Cette situation est due principalement aux communes rurales où l'étiquette politique est moins importante que les hommes : si ceux-ci n'ont pas failli ou sont des hommes neufs issus de la mouvance de la Résistance –même s'ils sont de droite–, ils sont élus sans difficulté. Le seul cas particulier est le MRP comme on l'a vu.

Ce glissement général à gauche, ce maintien des étiquettes politiques dans la majeure partie des départements révèlent une sorte de dualisme des électeurs et des électrices en 1945. Les fondements mêmes de leur culture politique restent intacts, mais le souvenir proche de la guerre et de l'Occupation et leurs enjeux viennent ébranler quelque peu les assises géopolitiques du vote ; il faudrait aussi pouvoir mesurer l'impact du vote des femmes, car toute comparaison avec 1935 est ici modifiée par cette nouveauté ; or, elles représentent plus

de la moitié de l'électorat (52 à 53% du corps électoral)<sup>23</sup>. C'est là une modification radicale qui va bien au-delà des modifications démographiques survenues depuis 1935. Dans une région comme la Bretagne, où le poids de l'Église est important, où la pratique religieuse des femmes est plus élevée que celle des hommes, l'arrivée des femmes conforte *a priori* le camp de la droite. Toutefois, un autre phénomène est possible ; elles peuvent aussi renforcer le vote « légitimiste », entendons par là que les femmes peuvent avoir tendance à voter en conformité avec leur mari ou avec la tradition de la commune, ce qui peut favoriser les permanences ou l'élection de notables ou de toute personne ayant la même étiquette politique que les anciens élus. Dès lors, se pose une autre question : les permanences géopolitiques constatées sont-elles dues aux tendances de fond de la culture politique locale ou au poids du vote féminin ? Alors qu'inversement on a tendance à supposer que les modifications du vote (surtout vers la gauche) sont dues non pas au vote féminin mais aux conséquences de la guerre. Ces deux points ne sont d'ailleurs peut-être pas incompatibles. Malheureusement, nous en sommes réduit aux hypothèses en raison de l'absence de sources.

Quelle que soit la réponse que l'on puisse donner sur ce point, la géopolitique des élections municipales est modifiée par rapport à 1935. La principale raison est l'activité résistante ou plus précisément l'activité des maquis c'est-à-dire l'activité la plus spectaculaire, mais aussi celle qui a le plus impliqué la population locale dans les activités de la Résistance. Par exemple, le PCF gagne des sièges aux élections municipales, dans des villes, des zones ou des régions où son action comme force de la Résistance a été essentielle. Le Finistère comme l'ouest des Côtes-du-Nord sont des zones où les FTPF ont été particulièrement actifs, principalement dans les maquis ; parallèlement le FN y a connu un réel développement qui s'est poursuivi après la Libération, le FN étant une des organisations relais du PCF. À l'inverse, les communes ou les secteurs qui ont voté plutôt à droite, soit n'ont pas connu d'activité résistante, soit ont eu une activité de résistance, non dominée par le Parti communiste, mais par l'AS ou les réseaux de renseignement. Si dans les Côtes-du-Nord, le PCF a incontestablement gagné des zones nouvelles en particulier dans le monde rural, on ne peut en dire autant dans les autres régions qui votent pour lui ; il s'agit plutôt alors de régions depuis longtemps à gauche et on assiste à un glissement à l'intérieur de la gauche, des radicaux-socialistes vers la SFIO et de la SFIO vers le PCF. Ce glissement peut être dû à deux phénomènes : l'inadéquation de certaines formations politiques à la nouvelle donne et le choc provoqué par la guerre sous toutes ses formes. En effet, le parti radical-socialiste attaché à la III<sup>e</sup> République que tous les Français rejettent à cette date apparaît comme un parti trop archaïque dans sa structure et son idéologie. Dès lors, ses électeurs glissent vers la SFIO, voire vers le centre-droit. Quant aux plus radicaux des socialistes, hostiles à l'image timorée (qui n'est pas forcément exacte) que donne la SFIO, ils préfèrent rejoindre le PCF qui a une image jeune et dynamique, mais aussi une image de parti résistant. Ainsi, en maints endroits, la culture politique locale a subi quelques modifications dues à la Seconde Guerre mondiale ce que peuvent confirmer ou non les élections locales suivantes à savoir les cantonales.

Traditionnellement, les élections cantonales sont le reflet du monde rural plus que de celui des villes, mais en Bretagne comme ailleurs il est aussi le lieu d'affrontement idéal entre Bleus et Blancs, avec des nuances. Aux élections cantonales de septembre 1945, la région est cette fois totalement libérée et les prisonniers de guerre et déportés rentrés. Or, elles confirment l'inexistence politique des mouvements de résistance et le succès des formations de gauche auprès des électeurs ainsi que celui des formations nouvelles. Certes, la droite traditionnelle n'est pas totalement absente puisqu'elle recueille 33% des élus mais elle a perdu

---

<sup>23</sup> ADIV - 43 W 139 : rapport des RG du 7 avril 1945 sur « les femmes et le problème politique à la veille des élections ».

du terrain par rapport à l'avant-guerre où elle représentait plus de la moitié des sièges. En fait, la situation des différents départements est bien différente. Le grand gagnant est le MRP (plus du quart des sièges), mais ses deux bastions sont le Finistère et l'Ille-et-Vilaine. Les Côtes-du-Nord basculent nettement à gauche en particulier dans sa partie bretonnante (également zone des maquis), dans le Finistère, la gauche se maintient partagée entre la SFIO et le PCF mais aussi les radicaux-socialistes, tandis que la démocratie-chrétienne connaît un réel succès.

Quelle que soit les élections locales en 1945, le constat est le même. Si les fondements de la culture politique locale ne sont pas altérés, elle est cependant modifiée par les événements plus récents et cela se traduit par une montée des forces de gauche les plus extrémistes et un renouvellement des forces du centre tandis que la droite, même si elle conserve des rôles solides, est suffisamment discréditée pour que la culture de guerre –ici celle de la résistance<sup>24</sup> (que l'on n'y ait appartenu ou non)– l'emporte sur les tendances traditionnelles. La culture politique locale commence à être imprégnée par ce souvenir immédiat même si déjà il implique une mémoire plurielle partagée entre mémoire communiste et mémoire gaulliste principalement. Elle est fort différente de la mémoire de la Grande Guerre, marquée en Bretagne par le souvenir des 24% de mobilisés tués ; son souvenir a toujours été vivace et a nourri aussi bien la culture politique de droite que celle de gauche ; même si les conclusions que l'on a pu en tirer ne sont pas les mêmes, cette mémoire de la Grande Guerre a été facteur de rassemblement et non de déchirement comme celle de la Seconde Guerre mondiale.

### **Les pouvoirs locaux sous la IV<sup>e</sup> République (1947 - 1953)**

En 1945, les pouvoirs locaux ont quelque peu été ébranlés par l'omniprésence de la guerre et de l'Occupation, voire par les graves problèmes de reconstruction<sup>25</sup>. Les élections municipales de 1947 et de 1953, les différentes élections cantonales, en s'éloignant progressivement de l'emprise immédiate de la guerre, s'inscrivent-elles dans la continuité par rapport à 1945 ou par rapport à 1935? Peut-on dire que la Seconde Guerre mondiale a durablement affecté les pouvoirs locaux et à travers eux la culture politique de l'électorat?

A-1947 ou l'affrontement de deux mémoires résistantes

Les premières élections municipales de la IV<sup>e</sup> République se déroulent en 1947 après les débuts de la guerre froide aux multiples répercussions intérieures tant à l'intérieur du gouvernement que dans la vie politique de la nation en raison de l'opposition systématique du PCF et de la création du RPF contre le « régime des partis » et contre les communistes. Or, ces deux partis recouvrent aussi deux mémoires de la Résistance qui ne cessent de s'affronter, marginalisant ainsi toute Résistance organisée qui n'appartient pas à l'une ou l'autre de ces mouvances. Si le PCF est déjà implanté et doit consolider ses récentes acquisitions, le RPF, lui, doit réussir son implantation et mesurer sa capacité à susciter de bons candidats au-delà des partis, selon le principe de la double appartenance et à séduire l'électorat. Les enjeux sont clairs : les communes rurales dans une France qui devient citadine ne sont plus au centre des combats électoraux, contrairement aux villes, seules communes où les élections municipales prennent un tour nettement politique.

Avant même les élections municipales d'octobre 1947, l'ampleur des tensions entre le PCF et le RPF a entraîné un conflit au sein de la municipalité rennaise lors de la venue du

---

<sup>24</sup> La région se distingue par un sentiment germanophobe précoce et des manifestations d'hostilité dès le début de l'été 1940. Cf. BOUGEARD, C., *Histoire de la résistance en Bretagne*, éd. J.-P Gisserot et SAINCLIVIER, J., *la Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, Rennes, éd. Ouest-France/mémorial de Caen, 1994, 219p.

<sup>25</sup> Brest, Lorient, Saint-Malo, Saint-Nazaire sont à reconstruire entièrement.

général de Gaulle à Rennes en juillet 1947 ; le maire Yves Milon fut mis en minorité par les communistes et les socialistes et démissionna le 15 juillet suivi par dix autres conseillers municipaux de diverses tendances. Aux élections d'octobre 1947, la situation dans les principales villes est assez contrastée. À Rennes, où la venue de De Gaulle avait provoqué l'éclatement de la municipalité, les mouvements de résistance en tant que tels ont disparu, le PCF maintient ses positions, les socialistes perdent des sièges au profit du MRP et surtout au profit du RPF qui en obtient 16 sur 37. Lors de l'élection du maire, Yves Milon, RPF, bénéficie du soutien du MRP tandis que les socialistes votent pour le candidat communiste et c'est bien entendu Milon qui est élu maire. Ce vote illustre les ambiguïtés du RPF : celui-ci entend dépasser les clivages droite/gauche ; or, dans les situations concrètes, il n'y arrive pas puisque ici on retrouve ce clivage sur le mode centre-droit/gauche. Dans les autres villes bretonnes, le RPF a de nombreux conseillers municipaux modifiant la donne politique, conduisant à de nouvelles alliances soit pour soutenir, soit pour faire barrage au RPF ; cette situation conduit à l'élection ou non d'un maire RPF. Ainsi, à Lorient, le maire socialiste est élu par toutes les tendances dont le RPF, mais sans les communistes. À Saint-Brieuc, le maire indépendant a contre lui un candidat RPF mais peut s'appuyer sur tous les autres conseillers municipaux y compris les communistes. Ainsi, dans le premier cas, la guerre froide fonctionne, dans l'autre c'est le barrage anti-RPF qui l'emporte. En revanche, à Brest, le maire élu est un RPF grâce à une alliance tandis qu'à Nantes, les électeurs ont envoyé 21 RPF au conseil municipal sur 37 ce qui donne une majorité confortable à ce maire gaulliste. Au total, au moins cinq grandes villes ont un maire RPF : Brest, Nantes, Quimper, Redon et Rennes.

L'exemple de l'arrondissement de Fougères<sup>26</sup> est révélateur de cette dichotomie croissante entre villes et campagnes et de la difficile implantation du RPF. Une grande partie des sortants se représentent, les dénominations des listes sont souvent les mêmes. Les enjeux mis en avant par les programmes (lorsqu'ils existent), sont essentiellement locaux à l'exception la ville de Fougères. Le nombre de conseillers municipaux est déterminé en fonction du chiffre de la population ; pour les élections de 1947, c'est le recensement de 1946 qui sert de référence. Entre 1945 et 1947, le nombre de conseillers municipaux dans l'arrondissement de Fougères a augmenté, passant de 648 à 776. Or, les deux tiers des conseillers municipaux élus en 1947 sont des conseillers sortants, ce qui dénote une remarquable stabilité. Et si l'on compare avec 1935, 31% étaient déjà conseillers municipaux en 1935 et en 1945. Presque tous sont des hommes puisque seules 28 femmes sont élues, surtout à Fougères et dans les chefs-lieux de canton. Quant aux maires, les trois-quarts sont réélus et 28% sont d'anciens maires de 1935 et de 1945. 70% d'entre eux sont des agriculteurs, les autres se répartissent entre tailleurs de pierre, professions libérales, commerçants c'est-à-dire qu'ils reflètent encore la société de l'entre-deux-guerres, mais aussi celle de ces années-là. Quant aux tendances politiques, la droite continue de dominer avec 36 maires sur 57 ; ces 36 maires sont désignés par le préfet comme URD!!, en fait, il s'agit d'une droite classique plutôt conservatrice. Parmi les autres maires, cinq sont MRP, 12 centre-gauche et deux socialistes. À Fougères même, aucune majorité ne se dégage puisque la répartition est la suivante : 8 MRP, 8 SFIO, 8 RPF et 3 PCF. De ce fait, les adjoints appartiennent aux trois principales tendances ; le maire est Réhault, industriel de la chaussure, MRP. En raison de la faiblesse des sources sur le détail de la composition des conseils municipaux en dehors de Fougères, il est impossible de savoir si le RPF y a quelques représentants. Dans l'ensemble, une grande stabilité domine entre 1947 et 1945, voire 1935 ; la culture politique de longue durée l'emporte ici dans ces élections de proximité. La Seconde Guerre mondiale et sa mémoire ne provoquent de transformations qu'à Fougères.

---

<sup>26</sup> Je m'appuie principalement sur le mémoire de maîtrise de Aude Delaunay, *op.cit.*

Qui a voté pour le RPF? Incontestablement les électeurs de gauche (sauf à Nantes) n'ont pas modifié leur vote et ont continué à voter pour les socialistes ou les communistes. Ce sont les électeurs de droite et du MRP qui sont séduits par un vote en faveur du RPF ; mais il est possible qu'ils aient modifié leur vote soit en fonction de l'étiquette politique soit parce que leur candidat avait lui-même changé d'étiquette comme Yves Milon à Rennes<sup>27</sup>. Les deux motivations sont vraisemblables. Cette attitude s'appuie à la fois sur les tendances politiques profondes de la population mais aussi sur le passé récent. D'une part, le RPF est fondamentalement anticommuniste ce qui fait rejouer les réflexes anticommunistes d'une population assez fortement ancrée à droite et dont l'un des éléments de sa culture politique est la peur du Rouge, *a fortiori* tous ceux qui promettent de lutter contre celui-ci sont les bienvenus. Cette peur du Rouge, en l'occurrence des communistes, a été renforcée par la propagande de Vichy, mais aussi par l'activité des communistes pendant l'Occupation et à la Libération. En effet, l'activité de sabotages, d'attentats, celle des maquis a pu être perçue par une partie de la population comme remettant en cause l'ordre social (et d'autant plus qu'elle n'y était pas confrontée directement et que son raisonnement s'appuie sur des ouï-dire) ; de même les exécutions sommaires<sup>28</sup> assez importantes dans la moitié ouest de la Bretagne ont accru cette peur du Rouge, d'autant que leur importance a été amplifiée par la rumeur publique. Enfin, les gains électoraux du PCF sont venus renforcer cette peur du Rouge sans compter les événements extérieurs à la France. On a là une première source d'explication de la faveur dont jouit le RPF : il s'appuie sur des éléments essentiels de la culture politique dominante dans la région. D'autre part, le RPF incarne la Résistance en la personne de son président qui est à la fois l'homme qui a conduit la France vers la Libération, mais aussi celui qui l'a fait en maîtrisant le PCF. Plus que tout autre parti, le RPF incarne la Résistance non communiste et bien sûr la mémoire gaulliste de la Résistance. Ce second aspect du RPF est un atout important vis-à-vis d'une population qui fut dès 1940 hostile à l'Occupation, anglophile et gaulliste dans la mesure où le Royaume-Uni et le général de Gaulle incarnaient la résistance au Reich. À travers l'exemple du RPF, on voit comment la culture politique d'une population donnée évolue : sur la base classique d'une culture politique de droite profondément hostile au désordre social et aux Rouges qui l'incarnent à ses yeux, se greffe la mémoire d'événements récents et marquants, désormais profondément ancrés dans la mémoire collective qui viennent non pas bouleverser la culture politique d'origine mais la renforcer en la « modernisant ». À l'inverse, dans une culture politique de gauche ce n'est pas la mémoire gaulliste de la résistance qui va venir se greffer sur ses fondements, mais soit une mémoire communiste de la résistance, soit une mémoire résistante ni gaulliste, ni communiste.

Autrement dit, s'il est exact qu'une culture politique se modifie et intègre des éléments nouveaux, elle ne les intègre pas tous comme s'il y avait des limites infranchissables. En Bretagne, les élections municipales de 1947 montrent que la culture politique qui repose sur les valeurs de la droite catholique plus que sur celles de la droite libérale, est relativement

---

<sup>27</sup> Celui-ci, résistant, ayant appartenu à un réseau de renseignement, appartient à la résistance gaulliste et à la mémoire gaulliste de la résistance, d'autant plus que son fils Jean, agent de la France Libre, a disparu en mer en avril 1941 alors qu'il regagnait l'Angleterre au retour d'une mission.

<sup>28</sup>Ce sont les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan qui ont le nombre d'exécutions sommaires le plus élevé en Bretagne ; cf. Sainclivier, J., *op.cit.*, p.208 et BOUGEARD, C., « Résistance et épuration sauvage en Bretagne » dans J. SAINCLIVIER et C. BOUGEARD (sd), *La Résistance et les Français : enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, p.273-284.

ouverte à de nouvelles expériences politiques sous la forme de nouveaux partis et n'est pas attachée à une structure politique précise qu'elle soit ancienne ou nouvelle. En revanche, la situation n'est pas la même dans la culture politique de gauche. Celle-ci est en fait double car il existe une culture politique de gauche ou républicaine (socialiste et radicale-socialiste) et une culture politique communiste même si l'un et l'autre se réfèrent à la Révolution française. Avant la guerre, la violence des affrontements entre socialistes et communistes empêchait toute culture politique commune, il en est de même dans le contexte de guerre froide. La culture politique des socialistes et radicaux-socialistes est nettement une culture politique républicaine, laïque qui en 1947 comme en 1935 s'appuie sur les mêmes valeurs auxquels se sont ajoutés toutefois l'antifascisme et l'antinazisme renforcés par les valeurs issues du combat dans la Résistance. La culture politique communiste, spécifique et parfaitement homogène emprunte certes à des valeurs républicaines, mais met en avant des références qui lui sont propres dont la révolution bolchevique, la référence à l'URSS, à la Résistance communiste sous l'Occupation. Ces deux cultures politiques peuvent se rapprocher occasionnellement, mais en 1947 elles sont bien distinctes et ont chacune leur zone d'implantation en Bretagne.

La Bretagne en 1947 comme en 1945 conserve ses deux grandes configurations géopolitiques mais à l'intérieur de chacune d'elles la mémoire de la résistance associée à des conceptions sociétales souvent opposées vient brouiller les cartes. Cette situation est particulièrement nette à gauche où les deux cultures politiques ne se mêlent guère et où les régions d'implantation sont clairement délimitées comme le montrent les élections locales de 1945 et de 1947. Qu'il s'agisse des élections de 1945 ou de 1947, elles ont vu le maintien des grandes tendances politiques, mais modifiées par l'impact de la guerre. Ces transformations sont-elles circonstancielles ou profondes?

B-1953 ou le retour à 1935?

En 1953, l'hypothèque du RPF a disparu. Ces élections se situent dans un contexte plus calme qu'en 1945 et en 1947 ; en ce sens, on se rapproche des conditions de 1935 en ce qui concerne la situation politique intérieure. En 1953, les enjeux ne sont plus les mêmes que lors des élections locales précédentes. Une fois disparu le RPF, la configuration politique retrouve un visage classique. Dans les villes, la disparition du RPF permet une nouvelle recomposition politique suivant des critères plus conformes aux habitudes des hommes politiques, mais l'impact du RPF n'a pas pour autant complètement disparu, son action, les choix des hommes pour ou contre lui ont laissé des traces profondes. Par ailleurs, la réapparition à l'échelle nationale de partis de droite classiques, l'existence d'un MRP oscillant entre le centre-droit et le centre-gauche, tout ceci conduit dans une région comme la Bretagne à des reclassements mais aussi à une certaine stabilisation.

Dans les communes rurales, si les hommes peuvent changer, les tendances politiques lourdes restent les mêmes depuis 1945, voire depuis 1935. En effet, tous ceux qui appartiennent aux courants de la droite classique ou de la gauche républicaine ou socialiste, restent immuables le plus souvent depuis 1935. En revanche ceux qui désormais sont liés à la mouvance communiste, ne le sont généralement que depuis 1945, mais le moins que l'on puisse dire est qu'en 1953, ils ont stabilisé et plus encore consolidé leurs positions. Désormais, l'ouest des Côtes-du-Nord est solidement ancré dans la mouvance communiste que ce soit lors des élections municipales ou lors des élections cantonales comme le canton de Saint-Nicolas-du-Pelem. À son tour, le Parti communiste commence à engendrer une classe d'hommes politiques (de nouveaux notables?) qui sont quasi inamovibles ; c'est là un phénomène neuf qui s'explique en grande partie par le fait que son enracinement s'appuie sur

le souvenir de l'Occupation et sur des réseaux nombreux et solides<sup>29</sup>. De même dans les zones où la culture politique reste une culture de droite, que voit-on? Des étiquettes qui ont changé entre 1945 et 1953, ce qui pourrait laisser croire à une grande instabilité, mais cette valse des étiquettes est souvent plus nominale que due à une transformation réelle ; d'autre part, en réalité les hommes restent bien souvent les mêmes. Si bien que les résultats des élections de 1953 donnent l'impression à droite avec des étiquettes politiques qui désormais sont semblables (ou presque) à celles de 1935 que la guerre n'aurait été qu'un épiphénomène ; la réalité est plus complexe car le traumatisme de l'Occupation n'a pu que laisser des traces profondes. Cela signifierait que les tendances lourdes des cultures politiques de droite et de gauche (en mettant à part dans une certaine mesure la culture communiste) sont déterminantes dans le choix des électeurs et semblent oblitérer les événements les plus récents. Ce dualisme entre le temps long et le temps court s'est exprimé au cours des élections locales précédentes, alors que les résultats de 1953 privilégient le temps long. Le rôle des hommes, des élus, leur légitimité au-delà des résultats électoraux jouent certainement en faveur de la stabilité et de la permanence. En fait, il se confirme ainsi que les représentations collectives sont bien les plus longues à se modifier, à se transformer et que si des événements forts récents modifient les votes, ils n'entraînent pas un changement de culture politique immédiat et fondamental.

Deux séries d'exemples permettent d'éclairer ces points : celui de l'arrondissement de Fougères grâce à l'étude d'Aude Delaunay et celui de communes communistes<sup>30</sup>. Dans l'arrondissement de Fougères, le nombre de conseillers municipaux augmente légèrement par rapport à 1947 et passe à 784. La campagne électorale garde les mêmes caractéristiques qu'aux élections précédentes. Ces élections confirment que dans les communes de moins de 2 000 habitants, les conseillers municipaux se représentent dans leur quasi totalité ; les surprises sont donc rares. Comme précédemment, Fougères a quatre listes en présence : PCF, SFIO associée aux radicaux-socialistes, MRP et une liste modérée. Là encore, les taux de renouvellement de conseillers sortants sont élevés : 69% sont d'anciens élus de 1947 et près de 48% d'anciens élus de 1945 et de 1947, enfin près de 23% ont été élus à toutes les élections municipales depuis 1935. Cette proportion est d'autant plus remarquable que le nombre de conseillers municipaux à élire s'est élevé. Il est probable que l'arrondissement de Fougères ne se distingue guère d'autres arrondissements à dominante rurale. Cette stabilité est aussi sensible par le fait qu'aucun conseil municipal n'est renouvelé en entier, quel que soit le mode de scrutin<sup>31</sup>. Enfin, lors des élections des maires, on constate toujours la même stabilité : 49 maires sur les 57 élus sont des maires sortants et 36 l'avaient été en 1945 soit plus de 60% d'entre eux, enfin, 13 d'entre eux soit 22% ont été élus maires sans discontinuer depuis 1935, dont les maires de deux chefs-lieux de canton<sup>32</sup>. Les changements à la tête des communes sont plus souvent un changement de génération, le fils ou le petit-fils est souvent le nouvel élu. 41 des 57 maires sont des cultivateurs, là encore on note une grande permanence par rapport à 1935. Quant aux tendances politiques telles qu'elles s'expriment en 1953, elles sont sensiblement les mêmes qu'en 1947. La majorité d'entre elles est à droite, le PCF est toujours aussi faible avec six conseillers municipaux dont trois à Fougères et trois à Le

---

<sup>29</sup>cf. l'article de C. Bougeard dans ce même numéro.

<sup>30</sup> Cf. LE GUIRRIEC, Patrick, *Le pouvoir en campagne : formes locales du politique en Bretagne*, Rennes, éd. Apogée, 1994, 140p.

<sup>31</sup> Notons enfin que le nombre de femmes élues est encore en diminution passant de 28 à 16 en 1953 ; depuis 1945, aucune n'a été élue maire ou adjoint.

<sup>32</sup> Il s'agit de Louvigné-du-Désert et de Saint-Brice-en -Coglès.

Tiercent, commune plus ouvrière que rurale. Outre la droite conservatrice, l'autre tendance dominante est le MRP qui consolide ses positions et apparaît au centre-droit dans le contexte local. À Fougères même, le MRP se renforce au détriment de la SFIO et le PCF maintient trois élus. Aussi, pour diriger la municipalité, on assiste à une alliance entre le MRP et la SFIO. Cette alliance de centre-gauche ne pose aucun problème pour toutes les questions d'ordre social ; seule la question scolaire s'avère délicate à traiter. Fougères n'est pas le seul exemple dans le département d'une alliance MRP- SFIO puisque c'est sur cette base, mais à une voix de majorité que Henri Fréville est élu maire MRP de Rennes<sup>33</sup>. À travers l'exemple de cet arrondissement, on a quasiment un modèle d'attitude d'une zone rurale avec une ville moyenne dans une région majoritairement de droite, une droite catholique. Ce modèle se caractérise par une grande permanence sociologique et une culture politique quasi immuable ; en dehors des renouvellements de génération –limités cependant–, la permanence des hommes est forte par-delà les vicissitudes de la guerre et de l'Occupation.

Autre culture politique naissante celle-là, la culture communiste l'un de ses terrains est la vingtaine de communes des monts d'Arrée désignés par A. Siegfried comme ayant une forte personnalité ; or, ces mêmes communes deviennent communistes en 1945 et le restent, au-delà des limites chronologiques de cet article. Si l'implantation du PCF à la tête de ces municipalités date de 1945 et est directement liée à la Résistance, elle ne s'est cependant pas installée en terrain vierge. Ces communes ont une longue tradition d'opposition à l'Église et à la noblesse, mais aussi au pouvoir central (révolte des Bonnets Rouges en 1675, attitude lors de la Révolution en 1789, puis en 1792, etc.). Peu à peu, l'on assiste à une opposition entre propriétaires et fermiers ou ouvriers agricoles. Jusqu'aux élections de 1935 incluses, ce sont les propriétaires (plus de cent hectares) qui détiennent la municipalité, qu'ils soient de droite, républicains ou radicaux-socialistes comme en 1935. L'Occupation marque une rupture dans cette alliance du pouvoir économique et du pouvoir politique. Cette rupture naît autour de l'idée que les propriétaires ont été des « collabos » et les fermiers et ouvriers agricoles des résistants ; un manichéisme si parfait relève du mythe et de la représentation collective au-delà de la réalité des faits, mais c'est cette même représentation collective qui fonde la légitimité du nouveau pouvoir municipal communiste en 1945. Il apparaît comme la revanche des petits sur les gros avec la légitimation supplémentaire que confère l'aura de la Résistance. Dès lors ces municipalités seront réélues jusqu'en 1953 et au-delà. Il se met en place une nouvelle culture politique communiste fondée sur le temps long, héritage des révoltes de l'époque moderne et de la Révolution, mais aussi sur le temps court avec l'intégration de nouvelles références, spécifiquement communistes et la mémoire communiste de la Résistance. Cet exemple des communes communistes des monts d'Arrée confirme que les représentations collectives sont les plus longues à se modifier, même dans ce cas puisque le temps court est ici en adéquation avec le temps long.

En fait, les élections de 1953 qui se déroulent dans un contexte intérieur calme, présentent de nombreux traits communs avec celles de 1935 sociologiquement et politiquement. La similitude n'est pas totale cependant. Sociologiquement, dans les communes rurales, le pouvoir municipal passe de plus en plus des mains des grands propriétaires (là où ils existaient) à celles des cultivateurs exploitants (petits propriétaires ou fermiers) ; mais l'entrée des femmes en politique n'a guère suscité de bouleversements. Politiquement, les cultures politiques ont intégré les événements de la Seconde Guerre mondiale, mais dans limites précises qui les rend apparemment immuables avec des zones d'implantation quasi identiques ; l'impact de la guerre est cependant réel. En effet,

---

<sup>33</sup> cf ma thèse d'État, version dactylographiée p.666-667 et version imprimée p.342-343. Henri Fréville restera maire jusqu'en 1977, date à laquelle il ne se représente pas.

contrairement à la Grande Guerre, loin de rassembler, la Seconde Guerre mondiale divise. Elle crée une mémoire plurielle qui accentue les divisions culturelles antérieures, voire en crée de nouvelles avec les mémoires communistes, gaullistes, « autres résistants », etc. Cette mémoire plurielle qui caractérise la Seconde Guerre mondiale fait que chaque culture politique intègre ce qui lui convient. Si l'apparition d'une culture politique communiste est réelle au niveau des pouvoirs locaux, c'est aussi parce qu'elle peut s'insérer sur un tissu antérieur favorable et qu'elle a acquis sa légitimité dans le combat clandestin et cela, malgré (ou à cause de?) ses propres référents. Ainsi, imperceptiblement peut-être, mais essentiellement pour le long terme, la Seconde Guerre mondiale a provoqué une mutation qui trouvera son plein épanouissement dans les années 1960/1970 en Bretagne.

De 1935 à 1953, des ruptures existent parfois, très localisées avec l'implantation des communistes (l'ouest des Côtes-du-Nord et certaines régions finistériennes par exemple) ou encore sur le plan sociologique. Ces ruptures « exprimées » restent faibles par rapport à l'apparente permanence des cultures politiques dominantes de l'avant-guerre à l'après-guerre. Malgré tout, la guerre accélère ou provoque des changements économiques (destructions de ports, de voies de communication entraînant une modernisation lors de la reconstruction), des transformations dans les rapports sociaux (le rejet de Vichy et de tout ce que qu'il a incarné suscite le rejet des catégories sociales soupçonnées de l'avoir soutenu).

Les permanences et les ruptures constatées dans le cadre des pouvoirs locaux permettent de saisir l'évolution des cultures politiques de l'électorat (qui a doublé avec l'apport des femmes), leur capacité à intégrer des éléments nouveaux, mais aussi l'impossibilité de franchir certaines limites ; sans doute tant que les transformations sociales et économiques ne sont pas suffisamment profondes.

Jacqueline Sainclivier  
Université de Rennes 2